



AVIS DE CONSTRUCTION

Procédure Ordinaire
N° de dossier : 2025-00326-O

Requérant(s)	Clara Milani et Unai Valle, Rue de l'Eglise 15, 2800 Delémont
Auteur du projet	Milani Architecture Sàrl, Route de Moutier 109, 2800 Delémont
Description de l'ouvrage	Démolition du garage existant et construction d'une maison familiale comprenant une pompe à chaleur air-eau extérieure, pose de panneaux solaires photovoltaïques en toiture, aménagements extérieurs avec accès, place de parc et plantations.
Cadastre(s), parcelle(s)	Delémont, 1653
Lieu-dit, rue	Chemin des Finages, 2800 Delémont
Affectation de la zone	En zone à bâtir, Zone d'habitation, HAa
Plan spécial	Aucun
Dérogation(s) requise(s)	Aucune
Requête(s) spéciale(s)	Défrichement
Date de parution du JO	03.04.2025
Début de la publication	04.04.2025
Échéance de la publication	05.05.2025

Ouvrages

Description : Démolition du garage existant et construction d'une maison familiale comprenant une pompe à chaleur air-eau extérieure, pose de panneaux solaires photovoltaïques en toiture, aménagements extérieurs avec accès, place de parc et plantations.

Dimensions : longueur : 20.65 m, largeur : 13.50 m, hauteur : 7.30 m.

Genre de construction : matériaux : Façades : crépis minéral, blanc et lames en bois. Toiture : toiture plate avec graviers

Dépôt public

Dépôt public de la demande avec plans au Secrétariat de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Notion de compensation des charges selon art. 32 LCAT : « Si un propriétaire foncier tire profit d'un avantage particulier qui lui a été accordé aux dépens d'un voisin à la suite d'une dérogation, d'un plan spécial ou de tout autre mesure s'écartant des prescriptions communales sur les constructions,

il doit dédommager le voisin si ce dernier subit un préjudice notable. »

Delémont, le 31 mars 2025 / (réf.int. 26-2025)

